

OTC

1. Nouvelles d'Arménie Magazine

21 février 2023

[L'Azerbaïdjan crée une crise humanitaire avec un blocus illégal et illégitime \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'Azerbaïdjan crée une crise humanitaire avec un blocus illégal et illégitime du corridor de Latchine

L'ancien Premier ministre français Édouard Philippe a déclaré que l'Azerbaïdjan crée une crise humanitaire sans raison avec son blocus « illégal et illégitime » du corridor de Latchine.

Dans une interview avec ARMENPRESS, Philippe, qui est maintenant le maire de la ville française du Havre, a déclaré que l'Azerbaïdjan devait libérer les prisonniers de guerre arméniens. Concernant l'occupation azerbaïdjanaise des territoires souverains de l'Arménie, l'ancien Premier ministre français, en visite en Arménie, a déclaré que l'intégrité territoriale de l'Arménie n'est pas négociable et doit être protégée.

ARMENPRESS : M. Philippe, tout d'abord, je voudrais vous demander de nous présenter avec quel programme vous venez en Arménie, quelles rencontres et visites sont prévues ?

Édouard Philippe : Je viens en Arménie avec un esprit ouvert et un cœur ouvert. Je veux voir la situation de mes propres yeux, entendre les préoccupations et les initiatives des gens et exprimer ma solidarité avec le peuple arménien. J'irai à Goris, pour des raisons évidentes et j'aurai des réunions à Erevan, avec le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et des membres du Parlement. J'ai également l'intention de rencontrer les autorités locales et je suis ravi de rencontrer le Catholicos.

ARMENPRESS : M. Philippe, Vous visitez l'Arménie à un moment difficile pour le pays, l'Azerbaïdjan a bloqué la seule route reliant l'Artsakh à l'Arménie, le couloir Latchine, le peuple d'Artsakh fait face à une crise humanitaire. En tant que membre de la communauté internationale, représentant de la France amie de l'Arménie, quelle est votre attitude face à cette démarche de l'Azerbaïdjan ?

Édouard Philippe : Le blocus actuel, qui dure déjà depuis 70 jours, est à la fois illégal et illégitime, l'Azerbaïdjan crée une crise humanitaire sans raison et la Russie ne fait rien pour résoudre le problème.

ARMENPRESS : Comme vous le savez, l'Azerbaïdjan a également occupé les territoires souverains de l'Arménie en 2021 et 2022, et continue de détenir des prisonniers de guerre arméniens après la guerre d'Artsakh de 2020. Selon vous, que doit faire la communauté internationale, quelles mesures sont nécessaires pour forcer l'Azerbaïdjan à se retirer du territoire de l'Arménie, pour restituer les prisonniers de guerre arméniens, pensez-vous qu'il est possible d'appliquer des sanctions ?

Édouard Philippe : L'intégrité territoriale de l'Arménie n'est pas négociable et doit être protégée. Pendant trop longtemps, l'UE a été trop distante. Je suis soulagé que la mission de l'UE en Arménie soit déployée et puisse jouer un rôle positif pour rassurer les populations civiles. Les prisonniers de guerre doivent tous être renvoyés dans leur patrie et le sort des personnes disparues doit être pleinement révélé, j'ajouterais la nécessité de préserver et de protéger pleinement le patrimoine culturel de la région.

ARMENPRESS : En tant qu'ancien premier ministre français, maire du Havre, dans quels domaines voyez-vous des perspectives d'approfondissement de la coopération avec l'Arménie ?

Édouard Philippe : Je visiterai plusieurs projets de coopération, dans le domaine de la santé et de l'accompagnement des personnes déplacées. Et je compte aussi rencontrer des acteurs du secteur Tech, qui participent à l'élaboration de l'avenir de l'Arménie. Il reste encore beaucoup de choses à faire pour favoriser les relations et la coopération franco-arméniennes.

2.Nouvelles d'Arménie Magazine

21 février 2023

[Les autorités du Karabagh rejettent les conditions posées par Bakou pour des \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Les autorités du Karabagh rejettent les conditions posées par Bakou pour des négociations directes

Le moment était pour le moins mal choisi par le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev pour poser ses conditions en vue d'un dialogue direct avec les autorités arméniennes du Haut Karabagh, auquel il impose un blocus drastique depuis plus de deux mois. Les quelque 120 000 habitants arméniens du Karabagh, en proie à une grave crise humanitaire en raison d'un blocus que la Russie, garante depuis plus de deux ans de leur sécurité, faute de pouvoir le lever, s'emploie à l'alléger, en leur délivrant ces jours derniers plus de 35 tonnes de vivres et denrées de première nécessité, célébraient avec ferveur au même moment le 35^e anniversaire du mouvement qui les avait vu s'émanciper de la tutelle de l'Azerbaïdjan alors soviétique, et qui avait vu l'Arménie s'engager sur la voie de l'indépendance. En marquant l'anniversaire de ce soulèvement historique, auquel Pachinian versait aussi son tribut par une déclaration publique, le peuple du Karabagh montrait aux autorités de Bakou qu'il n'entendait pas se soumettre à leur objectif déclaré de « nettoyage ethnique ». Autant dire que les nouvelles conditions posées par Aliiev

pour un dialogue direct avec les autorités arméniennes du Karabagh, encouragé par le premier ministre d'Arménie Nikol Pachinian, ont été très froidement accueillies à Stepanakert. n'ont S'exprimant ce week end lors de la Conférence annuelle sur la sécurité de Munich, en marge duquel il avait notamment rencontré Pachinian, le président Aliiev avait déclaré qu'il n'accepterait d'engager de telles discussions qu'à la condition que Ruben Vardanyan, le premier ministre du Karabagh, démissionne et quitte "notre territoire", autrement dit ce qui reste du Karabagh arménien dont l'Azerbaïdjan estime qu'il est retourné sous son contrôle depuis sa victoire dans la guerre de l'automne 2020. Vardanyan est un "oligarque criminel" qui s'est "infiltré " au Karabagh depuis la Russie, a déclaré Aliiev lors d'une session de discussions avec les premiers ministres d'Arménie et Géorgie. Ces accusations pourraient faire sourire, venant du leader de l'un des régimes les plus corrompus de la planète, qui prétend par ailleurs entretenir des relations cordiales avec la Russie, si elles ne traduisaient sa volonté d'en finir avec le Karabagh arménien, en s'en prenant à son premier ministre qu'il désigne pour un « agent de Moscou » depuis qu'il a renoncé à la citoyenneté de la Russie, où il avait amassé une fortune considérable dans la banque et les finances, pour prendre la tête du gouvernement du Karabagh en novembre dernier. Une situation plutôt inconfortable pour le nouveau numéro deux du Karabagh, qui ne semble pas davantage apprécié à Erevan, les autorités d'Arménie ayant laissé entendre qu'elles souhaitaient elles aussi, le voir quitter le pouvoir, et le considérant comme un obstacle au lancement du dialogue direct qu'elles voudraient voir s'engager entre Stepanakert et Bakou. Pachinian ,'aurait d'ailleurs pas opposé quelque réaction à la condition posée par Aliiev lors de cette discussion. Une porte-parole d'Arayik Harutiunian, le président du Karabagh, dont on sait que les relations sont plutôt tendues pourtant avec Vardanyan, a déclaré que le rôle politique actuel de ce dernier relevait des « affaires intérieures de l'Artsakh" et "ne saurait en aucune façon être sujet à discussion pour le gouvernement de l'Azerbaïdjan ". Lusine Avanesian, citée par l'agence de presse Artsakhpress, a souligné qu'Aliiev lui-même était suspecté "pour de très bons motifs" de corruption et de crimes de guerre. Avanesian a ajouté que ses propos relatifs à Vardanyan visent à légitimer le blocus imposé par l'Azerbaïdjan au Karabagh en posant un barrage depuis le 12 décembre sur la seule route le reliant à l'Arménie et au reste du monde. Vardanyan, 54 ans, appartient au club des milliardaires de Russie, où il a fait fortune dans les années 1990 et 2000 dans le secteur des banques d'investissement. Il a été nommé ministre d'Etat du Karabagh en novembre, deux mois seulement après avoir renoncé à sa

citoyenneté russe. Bakou avait aussitôt condamné la nomination de Vardanyan, dont Aliyev avait affirmé qu'il avait été envoyé au Karabagh par la Russie. Le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov avait souligné en décembre que Moscou "n'a rien à voir" avec Vardanyan. Ces dernières semaines, la gestion de la crise provoquée par le blocus a fait apparaître des signes de tensions entre Harutiunian, présumé plus proche de Pachinian, et Vardanyan. Un militant de l'opposition du Karabagh, Tigrane Petrosian, a affirmé lundi 20 février que Harutiunian aurait pris la décision de limoger Vardanyan. Aucune des parties n'a commenté cette affirmation, mais il semble que Vardanyan soit sur un siège éjectable, dont les ressorts qui pourraient bien lâcher après les célébrations du 35^e anniversaire du mouvement Karabagh. Aliyev et Pachinian ont participé à la séance de discussions à Munich aussitôt après leur rencontre trilatérale sous l'égide du Secrétaire d'Etat américain Antony Blinken. Le leader azerbaïdjanais a indiqué qu'ils étaient convenus que Bakou continuera à négocier avec Erevan sur un traité de paix bilatéral tout en engageant des "contacts avec la population arménienne du Karabagh", qu'il n'a cessé de dire qu'elle était une composante du peuple azerbaïdjanais et qu'elle serait traitée comme telle, ce qui ne peut que lui faire craindre le pire. "En outre, il a été convenu avec nos partenaires internationaux qu'il y aura des négociations sur les droits et la sécurité de la minorité arménienne du Karabagh", a ajouté Aliyev, sans apporter plus de précisions que n'en disait sa formulation, selon laquelle il concède au mieux le statut de minorité aux Arméniens du Karabagh. Erevan de son côté n'a eu de cesse d'appeler à un "mécanisme international" pour de telles négociations. Et Bakou s'y est farouchement opposé à ce jour.

3.Nouvelles d'Arménie Magazine

21 février 2023

Maria Zakharova commente le déploiement de la mission

d'observation civile de l'UE dans les régions frontalières de l'Arménie

La représentante officielle du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie Maria Zakharova a fait référence au début du travail de la mission d'observation civile de l'UE dans les régions frontalières de l'Arménie, répondant à la question d'un journaliste.

Le message publié sur le site officiel du ministère russe des Affaires étrangères indique que le journaliste a posé la question suivante. « Le 20 février, la mission d'observation civile de l'Union européenne dans les régions frontalières de l'Arménie commence son travail. Que pouvez-vous dire à ce sujet ? »

"Soulignant le caractère exclusivement civil de cette nouvelle mission, les représentants de l'Union européenne ne sont pas honnêtes. Elle se situe en marge de la politique de sécurité et de défense commune de l'UE, elle doit donc être traitée en conséquence. Hélas, ce n'est pas la première fois que nous enregistrons la volonté de l'UE et de tout l'Occident de renforcer par tous les moyens ses positions en Arménie, notre alliée.

Dans ces tentatives, nous ne voyons qu'un contexte géopolitique, qui est loin des intérêts d'une réelle normalisation des relations en Transcaucasie. Tout est fait pour pousser la Russie hors de la région et affaiblir son rôle historique de principal garant de la sécurité. Les évaluations négatives de Bakou exprimées publiquement concernant cette initiative sont ignorées", a répondu Zakharova.

Selon Zakharova, l'expérience de la participation de l'Union européenne au règlement de divers conflits régionaux est ambiguë. « Bruxelles peut difficilement se vanter d'avoir réussi dans ce domaine. Par exemple, les efforts de médiation et la mission de l'UE dans l'État serbe du Kosovo. Cela devrait être pris en compte lors de l'évaluation de la décision de l'UE sur la nouvelle mission en Arménie », a-t-elle noté.

Maria Zakharova a assuré que le paquet d'accords entre les dirigeants de la Russie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie reste le principal facteur de stabilité et de sécurité dans la région dans un avenir prévisible. « Le chemin le plus court

pour améliorer la situation dans la région passe par leur mise en œuvre complète, notamment le déblocage des communications de transport, la démarcation de la frontière arméno-azerbaïdjanaise, l'établissement de relations entre les publics, les experts, les cercles religieux, les parlementaires des deux pays, ainsi que les négociations en vue d'un traité de paix. La Fédération de Russie est prête à y contribuer de toutes les manières possibles », a souligné le représentant officiel du ministère russe des Affaires étrangères.

Avec Armenpress

4.Nouvelles d'Arménie Magazine

21 février 2023

[Le peuple d'Artsakh a prouvé qu'il méritait la reconnaissance de son \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le peuple d'Artsakh a prouvé qu'il méritait la reconnaissance de son indépendance par la communauté internationale

'La République d'Artsakh (République du Haut-Karabakh) marque aujourd'hui le 35^e anniversaire de l'étape actuelle de la lutte de libération nationale des Arméniens d'Artsakh - Mouvement du Karabakh, une lutte qui incarnait l'aspiration collective du peuple à restaurer la justice historique, préserver l'identité nationale et la dignité, et réaliser pleinement leur droit inaliénable de vivre librement et de se développer dans leur patrie », a déclaré aujourd'hui le ministère des Affaires étrangères d'Artsakh dans un communiqué.

Il se lit comme suit : « En réponse aux politiques discriminatoires de l'Azerbaïdjan depuis des décennies, le peuple d'Artsakh a rassemblé toute sa volonté et s'est rallié à l'idée de la renaissance de l'Artsakh et de la réunification avec l'Arménie.

Il y a trente-cinq ans, le 20 février 1988, une session extraordinaire du Conseil des députés du peuple du NKAO s'est tenue, qui a décidé de demander aux Soviets suprêmes de la RSS d'Azerbaïdjan et de la RSS d'Arménie de transférer la région autonome de l'Azerbaïdjan à l'Arménie . La question du transfert du Haut-Karabakh à l'Arménie a été soulevée de manière démocratique et parlementaire, sur la base de la volonté du peuple, dans le strict respect de la législation soviétique en vigueur à l'époque et des normes généralement reconnues du droit international.

La décision de la session, qui a confirmé le droit du peuple d'Artsakh à décider de son propre destin, a marqué l'étape actuelle du mouvement du Karabakh et a prédéterminé les perspectives de développement socio-politique du Haut-Karabakh. En fait, elle est devenue le précurseur de la déclaration d'indépendance de la République du Haut-Karabakh, adoptée le 2 septembre 1991, dans le cadre des nouvelles réalités historiques et politiques créées par l'effondrement de l'Union soviétique, et a marqué le début du chemin vers la l'indépendance de l'Etat d'Artsakh.

Cet acte d'expression de la volonté du peuple d'Artsakh à l'échelle nationale a été considéré à juste titre comme une garantie fiable contre la politique de discrimination de la population de souche arménienne menée par l'Azerbaïdjan pendant des décennies, qui aurait finalement dû conduire à sa destruction complète. Les événements ultérieurs ont confirmé la légitimité et la justesse du choix historique du peuple d'Artsakh. Une semaine seulement après la session du Conseil régional, les autorités azerbaïdjanaises ont organisé des pogroms brutaux et des meurtres d'Arméniens à Soumgaït et dans d'autres villes d'Azerbaïdjan, et avec l'effondrement de l'Union soviétique, elles ont déclenché une guerre à grande échelle contre l'Artsakh. La politique criminelle du Bakou officiel, visant à la destruction du peuple d'Artsakh, n'a pas changé même des décennies plus tard. En témoignent les agressions militaires de 2016 et 2020, le terrorisme d'État en cours contre le peuple d'Artsakh, ainsi que le blocus des transports et de l'énergie de la République qui dure déjà depuis le troisième mois.

Malgré les difficultés et les épreuves incroyables, le peuple d'Artsakh continue la lutte pour son existence libre et indépendante dans la patrie historique, réalisant ainsi le droit des peuples à l'autodétermination, inscrit dans le droit international, y compris la Charte des Nations Unies. Les 35 dernières années ont clairement démontré que la condition préalable la plus importante pour résoudre les

problèmes nationaux est l'unité nationale, la consolidation des forces morales et spirituelles de l'Arménie, de l'Artsakh et de la diaspora, qui permet de faire face aux défis les plus sérieux de l'époque.

Au cours de nombreuses années de lutte pour la dignité nationale et le droit de décider librement de son propre destin dans sa patrie historique, ainsi que pour la création d'un État démocratique et viable, le peuple d'Artsakh a prouvé qu'il méritait la reconnaissance de son indépendance par la communauté internationale. .

En ce jour mémorable, nous honorons la mémoire de tous ceux qui ont donné leur vie pour la liberté et l'indépendance de l'Artsakh, ainsi que pour les idéaux et valeurs universels.

5.Armenpres

21 février 2023

[L'église arménienne de Vakifli, en Turquie, endommagée par les derniers tremblements de terre | ARMENPRESS Armenian News Agency](#)

L'église arménienne de Vakifli, en Turquie, endommagée par les derniers tremblements de terre

EREVAN, 21 FÉVRIER, ARMENPRESS: Le seul village arménien encore présent en Turquie - Vakifli - a subi de lourds dégâts lors des derniers tremblements de terre qui ont frappé la Turquie lundi soir.

Le Patriarcat arménien de Constantinople a déclaré qu'il n'y avait pas eu de décès dans le village mais que les bâtiments avaient subi de lourds dégâts. L'église arménienne de la Sainte Mère de Dieu, située dans le village, a également été endommagée. Le patriarcat a déclaré que le clocher et les murs de l'église ont été endommagés.

6.Armenpres

18 février 2023

[Rencontre entre le Premier ministre arménien, le Secrétaire d'État américain et le Président de l'Azerbaïdjan à Munich | ARMENPRESS Armenian News Agency](#)

Rencontre entre le Premier ministre arménien, le Secrétaire d'État américain et le Président de l'Azerbaïdjan à Munich

EREVAN, 18 FEVRIER, ARMENPRESS: En marge de la Conférence de Munich sur la Sécurité, une réunion trilatérale entre le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan, le Secrétaire d'Etat américain Antony Blinken et le Président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliyev a eu lieu. Information du service de presse du cabinet du Premier ministre.

Lors de cette réunion, les discussions ont porté sur l'avancement des travaux relatifs au projet de Traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ainsi que sur le déblocage des infrastructures de transport régionales et la mise en œuvre de la délimitation entre les deux pays conformément à l'accord conclu à Prague.

Le Premier ministre Pashinyan a réaffirmé la détermination de la partie arménienne à parvenir à un traité qui garantira véritablement la paix et la stabilité à long terme dans la région.

Dans le même temps, Nikol Pashinyan a mis l'accent sur le blocus illégal du corridor de Latchine par l'Azerbaïdjan et la crise humanitaire, environnementale et énergétique qui en découle dans le Haut-Karabakh.

L'importance d'assurer la continuité du processus de paix entre l'Arménie et

l'Azerbaïdjan a été soulignée.

7.Nouvelles d'Arménie Magazine

21 février 2023

[Edouard Philippe : cap sur Goris, avec les réfugiés du Karabakh - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

Edouard Philippe : cap sur Goris, avec les réfugiés du Karabakh

Lorsque l'on ne dispose que de deux jours pour voir l'Arménie, autant aller droit au but, en particulier durant cette période lourde de menaces pour le pays. C'est ainsi qu'Edouard Philippe a voulu pour le premier jour de sa visite se rendre dans le sud, à Goris, face la République du Haut-Karabakh, avec un objectif précis : témoigner de son soutien et de celui de la France aux réfugiés de cette enclave arménienne que l'Azerbaïdjan a coupée du monde par le blocage depuis le 12 décembre 2022 de la seule route y conduisant.

La rencontre avec les Karabakhiotes, séparés de leurs familles a été le moment politique et humain important de cette première étape de la venue de l'ex-Premier ministre dans cette nation qui pour être loin de la France n'est n'est pas moins proche de son cœur et de ses préoccupations.

L'actuel maire du Havre avait eu d'ailleurs l'occasion de souligner cette proximité lorsqu'il était à la tête du gouvernement, en prononçant notamment un discours très fort à Paris lors de la commémoration officielle du génocide, le 24 avril 2019.

Composées d'élus et de personnalités (M^{me} Nathalie Loiseau, députée Européenne, ex-ministre des Affaires européennes. M^{me} Astrid Panosyan, députée de la 4^e circonscription de Paris. M. Jean-François Portarrieu, député de la Haute-Garonne, M. Mohamed Hamrouni, directeur de cabinet de M. Edouard Philippe, M^{me} Sophie Devedjian, veuve de Patrick Devedjian, ancien ministre et ancien

président du Conseil général des Hauts de Seine) la délégation qui accompagnait Edouard Philippe s'est également rendu au village d'Akner soutenu par le Fonds arménien de France.

Elle a visité aussi le Centre Cardio-Vasculaire Franco-Arménien de Goris, ce qui a donné lieu à ces échanges avec les responsables du CCFA et de Santé Arménie.

Enfin Edouard Philippe a pu s'entretenir avec M. Robert Ghukasyan, Gouverneur du Syunik, et son équipe au Restaurant Khoreai Dzor. Une escale au monastère de Noravank (XIII^e siècle), classé au patrimoine mondial de l'Humanité a également eu lieu dans la matinée.

La journée de mardi devrait avoir un caractère plus politique, avec notamment des rencontres avec les plus hauts responsables de l'Arménie.

8.Nor Haratch

21 février 2023

[L'UE déploie une mission civile en Arménie pour contribuer à la stabilité dans les zones frontalières - Nor Haratch](#)

L'UE déploie une mission civile en Arménie pour contribuer à la stabilité dans les zones frontalières

L'Union européenne déploie, dès le 20 février, une mission civile en Arménie (Mission de l'UE en Arménie / EUMA) dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), indique le Conseil de l'Union européenne dans un

communiqué de presse.

L'EUMA a été officiellement établie par une décision du Conseil le 23 janvier 2023. Grâce à son déploiement du côté arménien de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, les objectifs sont de contribuer à la stabilité dans les zones frontalières de l'Arménie, d'instaurer la confiance et la sécurité humaine dans les zones touchées par le conflit, et de garantir un environnement propice aux efforts de normalisation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan soutenus par l'UE.

L'effectif total - exclusivement civil - de l'EUMA sera d'environ 100 personnes, dont une cinquantaine d'observateurs non armés.

Le centre opérationnel de la mission sera situé à Yeghegnadzor, dans la province arménienne de Vayots Dzor. Le directeur général de la capacité civile de planification et de conduite (CPCC) du SEAE, Stefano Tomat, sera le commandant civil de l'opération, tandis que Markus Ritter sera le chef de la mission.

9.Le Courrier d'Erevan

16 février 2023

[L'Arménie aux côtés des populations syriennes et turques victimes du séisme | Le Courrier d'Erevan](#)

L'Arménie aux côtés des populations syriennes et turques

victimes du séisme

Le séisme du 6 février qui a frappé les villes turques et syriennes est considéré à ce jour comme la plus grande catastrophe naturelle de ce début de 21^e siècle et la plus meurtrière depuis le séisme de 2010 en Haïti. L'Arménie a été l'un des premiers pays à avoir envoyé des sauveteurs et de l'aide humanitaire en Syrie, aussi bien qu'en Turquie.

Par Lusine Abgaryan

Selon les premières données continuellement mises à jour, plus de 37 000 personnes au moins ont trouvé la mort dans le tremblement de terre qui a frappé la Turquie et la Syrie le 6 février dernier. L'ONU avertit que ce nombre pourrait doubler et dans le nord-ouest de la Syrie, toujours selon l'ONU, le nombre de victimes atteint 5 714 personnes.

Les sanctions américaines et européennes qui frappent le régime de Damas en raison de la guerre civile l'ont empêché de recevoir l'aide d'urgence que souhaitaient lui faire parvenir de nombreux pays. Elle en a reçu beaucoup moins en tous cas, proportionnellement, que la Turquie. « Les pays qui veulent envoyer de l'aide humanitaire ne peuvent pas utiliser d'avions-cargos », déplorait même Bassam Sabagh, représentant de la Syrie à l'ONU. Pourtant les besoins sont énormes et augmentent d'heure en heure. « Environ vingt-six millions de personnes dans les deux pays ont besoin d'aide humanitaire », a déclaré Hans Kluge, directeur du Bureau régional européen de l'Organisation mondiale de la santé.

« L'aide humanitaire est politisée, même le tremblement de terre n'a pu adoucir les sanctions ou les annuler temporairement, afin que l'on puisse recevoir de l'aide », a dit Zarmik Poghikyan, rédactrice en chef du journal "Gandzasar", lors d'un bref entretien à la première chaîne publique arménienne. Elle a ajouté que l'aide humanitaire médicale et l'envoi de sauveteurs sont principalement arrivés des pays arabes comme la Lybie, l'Irak, l'Iran ou l'Égypte, mais aussi du Pakistan, de Chine, d'Inde, et d'Arménie. « Les relations arméno-syriennes sont historiques et se placent en dehors des agendas politiques. Cela a été prouvé par l'histoire, lors du génocide de 1915, du séisme de Spitak en 1988, de la guerre de Syrie et

aussi de ce tremblement de terre », a dit-elle.

L'Arménie a envoyé une équipe de secours de vingt-neuf sauveteurs à Alep, ainsi que deux avions d'aide humanitaire. Le premier lot de trente tonnes est parti le 8 février, le deuxième, de plus de 25 tonnes d'aide humanitaire constituées de nourriture, de médicaments et de fournitures médicales, a été envoyé en Syrie depuis l'aéroport d'Erebuni à Erevan, comme le rapporte le ministère arménien des Situations d'urgence d'Arménie.

Le séisme a fortement aggravé la pénurie que connaissent les Syriens depuis le début de la guerre et augmente considérablement les difficultés économiques qui se font sentir quotidiennement. Des médicaments d'urgence et de la nourriture pour enfants sont nécessaires. Le diocèse de l'Église arménienne d'Alep et les dirigeants de la communauté arménienne ont ouvert sept points d'accueil pour les citoyens victimes du tremblement de terre. Les jeunes de la communauté arménienne de Syrie ont activement participé aux secours aux côtés des sauveteurs et les organes d'état de sauvetage aux travaux de recherche sous les décombres des bâtiments effondrés.

Le patrimoine culturel de Syrie a également été endommagé, dont 248 établissements d'enseignement. Des églises, des clubs et des centres culturels arméniens dont le séminaire Kilikia d'Alep et le collège Mkhitaryan nécessitent d'importants travaux de restauration,

L'UGAB organise déjà des collectes de dons pour aider les Arméniens de Syrie blessés, sans abris et frappés cette fois-ci par le séisme. La collecte est organisée via le [portail](#) de l'organisation.

L'Arménie a également envoyé deux convois d'aide humanitaire à la Turquie. Le premier, avec 100 tonnes d'aide humanitaire réparties en cinq camions est parti le 11 février via la frontière terrestre entre l'Arménie et la Turquie, fermée par cette dernière depuis 1993. Le deuxième a suivi trois jours plus tard. « L'Arménie continue d'envoyer de l'aide humanitaire dans les régions touchées par le tremblement de terre. Tard hier soir, les camions avec le deuxième lot d'aide humanitaire ont traversé la frontière arméno-turque par le pont de Margara » annonçait le 15 février, le porte-parole du ministre arménien des Affaires étrangères, Vahan Hunanyan, sur son compte Twitter

Le ministre des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, s'est personnellement rendu en Turquie le 15 février pour rencontrer son homologue turc, Mevlüt Çavuşoğlu, ainsi que les sauveteurs arméniens qui effectuent sur place des travaux de recherche et de sauvetage.

10.Le Courrier d'Erevan

20 février 2023

[71ème jour du blocus du Haut-Karabagh - Bulletin d'information \(courrier.am\)](#)

71ème jour du blocus du Haut-Karabagh - Bulletin d'information

Aujourd'hui, 20 février 2023, 71^{ème} jour de blocage du corridor de Latchin-Toute l'actualité importante du week-end.

Les établissements scolaires chauffés à gaz reprendront les cours suspendus à cause du blocage par l'Azerbaïdjan de l'approvisionnement de l'Artsakh en gaz

Le ministère de l'Éducation nationale informe que compte tenu du rétablissement partiel de l'approvisionnement de l'Artsakh en gaz, à compter du lundi 20 février tous les établissements scolaires et périscolaires ainsi que les collèges et lycées professionnels, les conservatoires de musique, les écoles des beaux-arts, etc. ayant suspendu leur activité depuis le 7 février à cause du blocage de l'approvisionnement en gaz, reprendront les cours normalement.

L'Azerbaïdjan bloque régulièrement le fonctionnement de l'unique gazoduc alimentant l'Artsakh depuis l'Arménie, aggravant ainsi la crise humanitaire à laquelle sa population est confrontée. Outre les problèmes de chauffage, l'Azerbaïdjan prive ainsi arbitrairement les enfants et adolescents d'Artsakh de leur droit essentiel à une scolarisation normale.

Le ministre d'État Ruben Vardanyan a rencontré en visio-conférence les représentants d'une quarantaine d'organisations caritatives qui soutiennent l'Artsakh alors que le blocus se poursuit

En présentant la situation en Artsakh, le ministre d'État a précisé que la crise ne se manifestait pas uniquement par les pénuries de produits alimentaires et de carburants mais laissait une empreinte profonde dans la **sociale**. « Le blocus pose un certain nombre de problèmes dans la vie quotidienne mais aussi dans l'économie, l'éducation, la culture etc. Tous les jours l'économie de notre pays subit des pertes colossales ».

Le ministre d'État a exposé également l'action du gouvernement dans les domaines cités, précisant que le travail mené par les organisations humanitaires et caritatives jouait un rôle important pour la visibilité de l'Artsakh et la promotion de son statut de sujet du droit international.

Ruben Vardanyan a présenté aux participants de la réunion les priorités du gouvernement dans les secteurs de la santé, le social et les infrastructures soulignant l'importance du caractère ciblé de l'aide apportée par les ONG pour une meilleure efficacité de celle-ci dans les domaines cités.

Certains faits témoignent de détournement par l'Azerbaïdjan du gaz transitant par le gazoduc Arménie-Artsakh

Le 8 mars 2022 après avoir fait exploser le gazoduc Arménie-Artsakh dans le secteur « Zarsli » de Shushi, l'Azerbaïdjan y a effectué des travaux de réparation en y interdisant l'accès des techniciens de l'agence "Artsakhgaz". Selon l'un des responsables de l'agence, Samvuel Sahakyan, après la réparation du gazoduc et la reprise de l'approvisionnement de gaz, il était devenu évident qu'une vanne de fermeture y avait été installée et un conduit secondaire avait été raccordé au gazoduc ce qui laissait à supposer que le gaz transitant par celui-ci était partiellement détourné.

« Depuis décembre 2022 l'approvisionnement de l'Artsakh en gaz a été bloqué à 8

reprises, parfois partiellement seulement. L'instabilité des volumes à chaque reprise de l'approvisionnement laisse à penser qu'une partie du gaz est tout simplement détournée du gazoduc ».

Mises à jour statistiques quotidiennes :

- 7 enfants se trouvent dans les services de néonatalogie et de réanimation.
- 14 patients adultes dont 6 dans un état extrêmement grave, sont hospitalisés en réanimation.
- À ce jour, 273 bébés sont nés sous blocus.
- En raison de la suspension des interventions chirurgicales planifiées dans toutes les institutions médicales relevant du ministère de la Santé publique de la République d'Artsakh, près de 680 citoyens sont privés de la possibilité d'une intervention chirurgicale que leur état de santé impose.
- À ce jour, par l'intermédiaire du Comité International de la Croix Rouge 105 patients au total ont été transférés en République d'Arménie pour y recevoir des soins adaptés.

▪

...